

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75 861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

MANIFESTATION

CONTRE LA REPRESSION EN TUNISIE

SAMEDI 4 FEVRIER

14 H 30

BARBES, PARIS 18e

كلنا للمظاهرة الاحتجاجية ضد القمع
الارهابي في تونس

LE FRANC EN BAISSSE

Le franc a sensiblement baissé jeudi sur le marché des changes, où il a perdu près de 2 % par rapport aux principales monnaies. Le dollar qui s'échangeait 4,74 F, la veille, est ainsi remonté d'un coup à 4,83 F.

La Banque de France est intervenue pour freiner cette baisse. Elle aurait vendu, dans la seule journée de jeudi, des dollars et des deutsch marks pour une valeur supérieure à 60 millions de dollars.

Cette forte baisse est accompagnée d'un recul de

2,3 % des valeurs françaises à la Bourse de Paris et d'une hausse nouvelle de 1 % de l'or, qui, en un an, a déjà subi une augmentation de 30 %.

Barre, qui voit ainsi s'effriter un nouvel axe de sa propagande sur l'« ordre et la stabilité » engendrés par son plan d'austérité, s'est empressé d'expliquer cette crise financière par « des raisons psychologiques dues aux incertitudes politiques ». Il n'a pas manqué non plus d'ap-

peler à « bien voter » pour « engendrer une opinion favorable à l'étranger sur la stabilité économique, politique et sociale du pays ».

En insistant sur ces facteurs secondaires, il s'est bien gardé d'aborder les questions essentielles.

Au cours de l'année écoulée, l'économie du monde capitaliste a tourné au ralenti et la compétition sur les marchés est devenue plus acharnée, d'où une instabilité et des crises graves

(Suite à la page 7)

Tunisie Condamnations arbitraires



26 janvier, dans la banlieue de Tunis, les manifestants menaient un véhicule administratif.

La répression continue de s'abattre sur les grévistes et les manifestants. Rien qu'à Tunis, quelques 800 arrestations avaient eu lieu, parmi lesquelles 720 ouvriers, soixante chômeurs et une vingtaine d'enseignants. A Kasserine, Kairouan, Tunis, plusieurs dizaines de manifestants ont déjà été condamnés à des peines de 1 à 7 ans de prison ferme.

Le régime a également annoncé son intention de convoquer prochainement un congrès de la centrale syndicale UGTT dont il vient d'arrêter les principaux dirigeants.

Les protestations se développent notamment en France, où à Montpellier et à Lyon, des manifestations se sont déroulées devant le consulat de Tunisie.

Après les multiples provocations survenues ces derniers jours en Tunisie, contre les ouvriers et les syndicalistes (encercllement policier, arrestations massives), la riposte légitime a été l'appel à la grève générale lancé par le Bureau Exécutif de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT). Les partisans de la dictature en ont profité pour exécuter leur sinistre plan contre la classe ouvrière, son syndicat et tout le peuple tunisien. Ils ont mobilisé pour cela les BOP et les chars de l'armée pour encercler le siège du syndicat. Sayah a battu le rappel de ses mercenaires et de ses commandos de provocateurs. Véritables pillards, incendiaires, ils ont provoqué ainsi déli-

bérément la répression sanglante contre les grévistes et les manifestants qui luttaient pour les nobles aspirations du peuple tunisien à la liberté, la dignité nationale et la justice sociale.

Exigeons avec le peuple tunisien : la levée de l'état d'urgence, la suppression du quadrillage policier et militaire, la libération de toutes les personnes arrêtées, le respect des libertés et la satisfaction des revendications ouvrières.

Vive l'UGTT indépendante et démocratique
La classe ouvrière vaincra.
Vive la lutte du peuple tunisien pour la démocratie et l'indépendance totale.
Un seul combattant suprême : le peuple !

EL AMEL TOUNSI

Editorial

Notre position vis-à-vis du «collectif écologie 78»

Parvenant à s'unifier, les groupes et mouvements écologistes ont annoncé qu'ils vont présenter des candidats dans, au moins, 155 circonscriptions. Tous ces candidats auront l'étiquette commune du « Collectif Écologie 78 » et ne devront donner aucune consigne de vote pour le second tour de scrutin. Ils auront pris l'engagement de « ne rien dire ou faire qui puisse favoriser une autre formation ».

Dans ces conditions, les dispositions émanant du Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF), que nous avons présentées dans notre édition bimensuelle du 8 décembre dernier, pourront jouer utilement. Que déclarait le PCMLF ?

« ... Nous soutiendrons aussi, le cas échéant, les candidats écologistes qui auront affirmé sans réserve leur refus de désistement au second tour au profit de quelque parti traditionnel ».

Nous précisons : « Cette prise de position correspond, sans nul doute, à la décision largement majoritaire prise par les écologistes de ne pas se laisser récupérer tant par le Parti socialiste que par quelque autre parti de droite ou de gauche ».

Ce soutien délibéré aux écologistes n'interviendra bien évidemment que dans les circonscriptions où ne se présenteront pas des candidats de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne ».

Mais il est important de souligner que nos candidats présents dans des circonscriptions où le seront également des candidats écologistes, ne soutiendront aucune campagne hostile à ces derniers. Leurs cibles seront essentiellement constituées par les partis traditionnels de la bourgeoisie, de droite ou de gauche.

Les écologistes, auxquels nous apporterons par ailleurs notre soutien, représentent un courant populaire qui s'oppose à des manifestations particulières, graves et néfastes du système capitaliste et de la politique de la classe dominante.

Nous pensons que leurs justes revendications ne seront pas satisfaites par de simples réformes, mais exigeront des luttes prolongées allant en définitive jusqu'à la révolution socialiste. Eux comptent beaucoup sur des réformes. Mais ce qui justifie notre prise de position à leur égard, c'est leur refus de se laisser polluer par les partis traditionnels de droite comme de gauche. En ce sens, leur combat présente un point commun avec le nôtre.

En ce qui nous concerne, nous n'avons exigé absolument rien des écologistes et nous n'exercerons aucune pression sur eux, de quelque nature soit-elle. Nous constatons leurs engagements sous le sigle du « Collectif Écologie 78 », et, librement, nous appelons à les soutenir dans les circonscriptions où nous ne serons pas présents comme candidats, sans rien exiger d'eux en échange. Nous nous refusons à la cuisine électoraliste.

Par ailleurs, existe en ce moment un courant qui, se développant notamment dans les rangs de la jeunesse, prône l'abstention. De jeunes sympathisants de l'Union de la gauche, déçus par la bataille de chiens politiques — de Marchais et Mitterrand — des dirigeants révisionnistes et socialistes, projettent de s'abstenir.

Nous ne croyons pas que, dans ce scrutin, ce soit-là la meilleure façon d'exprimer leur mécontentement. Aussi, nous les appelons à prendre connaissance de nos positions, en vue de nous soutenir. Pourtant, s'ils ne parviennent pas à se décider, il est encore préférable qu'ils s'abstiennent que de voter pour les partis qui ont trompé leur confiance et les ont abusés d'illusions.

La tactique des communistes marxistes-léninistes de France, fondamentalement, vise et visera à combattre les partis traditionnels de la bourgeoisie sous leurs différentes étiquettes de droite, du centre ou de la fausse gauche (PS et PC). Elle correspond à un courant politique en plein essor et nous ne doutons pas qu'elle remporte d'appréciables succès.

Jacques JURQUET

CRÉTEIL : CENTRE DE TRI PTT

DERNIERE MINUTE : le centre occupé par les grévistes a été investi par les flics vendredi matin, à l'aube, et les grévistes expulsés.

Pékin information Numéro 3

Le No 3 de l'année 1978 de « Pékin Information » contient un riche sommaire. Il aborde notamment dans une série de deux articles « La continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat : ses objectifs » et « Tchang Tchouen-kiao et son interprétation perverse de la théorie de la dictature du prolétariat », la critique des thèses avancées par la bande des Quatre, sur la continuation de la dictature du prolétariat sous le socialisme.

Tchang Tchouen-kiao, un des quatre dirigeants traités destitués, est l'auteur d'une brochure « De la dictature intégrale sur la bourgeoisie », publiée en 1975, dans « Pékin Information » (No 14 - 1975), à l'époque où les Quatre s'étaient emparés de la direction de nombreux moyens d'information en Chine. Les erreurs contenues dans cette brochure sont résumées de la sorte dans l'article de « Pékin Information » numéro 3, consacré à cette question :

« La dictature à la Tchang Tchouen-kiao, détachée de la direction du parti et de l'alliance des ouvriers et des paysans, sans pratique de la démocratie au sein du prolétariat et des masses populaires et sans obligation d'organiser l'économie socialiste, ni de se soucier de la vie du peuple, c'est en fait une dictature fasciste de la bourgeoisie sur le prolétariat, bien que Tchang Tchouen-kiao la présente à tout bout de champ comme "dictature sur la bourgeoisie". »

Au sommaire du même numéro, figurent également une série de « Notes explicatives du Tome V des "Œuvres choisies de Mao Tse-toung" », un article du Parti communiste des ouvriers (ml) de Norvège sur « L'importance de la théorie des trois mondes », un article sur « les remous monétaires dans le monde capitaliste » et la présentation d'un film long-métrage chinois consacré à la vie du docteur Norman Bethune.

PEKIN 3 INFORMATION

北
京
周
報

La continuation de la révolution: ses objectifs

L'énergie électrique doit prendre les devants

Remous monétaires dans le monde capitaliste

Oranges empoisonnées

Une grossière provocation

La presse internationale continue de faire grand bruit autour de l'affaire des oranges israéliennes soit-disant empoisonnées par des Palestiniens. Une affaire qui a toutes les allures d'une provocation délibérée contre la résistance palestinienne.

D'abord parce que le mercure découvert dans un certain nombre d'oranges en RFA et en Hollande n'est pas du tout toxique. Il s'agirait de mercure-métal, substance absolument inerte et de surcroît très facilement repérable par la couleur gris-argent

qu'elle donne à l'écorce du fruit ; ensuite parce que des oranges en provenance d'Espagne cette fois-ci auraient été contaminées de la même manière. Enfin, parce que le soit-disant « commando palestinien de l'armée révolutionnaire arabe » est absolument inconnu. L'OLP a immédiatement fait savoir qu'il n'existait pas de semblables organisations palestiniennes et que cette affaire n'était qu'une « manœuvre destinée à porter atteinte au peuple et à la résistance palestinienne ».

● Moyen Orient

L'arrogance de «la Pravda»

Il y a huit jours, « La Pravda » écrivait avec arrogance : « On ne saurait saper ou éliminer complètement l'influence de l'URSS au Proche-Orient, ni son rôle dans toute autre région du monde... La presse réactionnaire parle quelquefois de la possibilité de saper ou même d'éliminer complètement l'influence de l'URSS au Proche-Orient. Mais il n'y a que des hommes politiques non-clairvoyants pour raisonner ainsi. Nul n'ignore, à notre époque, que le rôle de l'URSS dans le monde est déterminé par son existence et sa puissance mêmes, et il n'est donné à personne

ni de saper ce rôle et encore moins de l'éliminer de telle ou telle région du monde. Les peuples et les États arabes, indépendamment de leurs régimes sociaux et politiques, comprennent... que ce serait une erreur historique que de ne pas reconnaître l'immense rôle joué par l'URSS pour leurs propres destinées... » !

Vraiment, les anciens tsars ne tenaient pas un autre langage, expansionnis-

te et menaçant. Forts de leur puissance militaire, les sociaux-impérialistes qui siègent au Kremlin proclament désormais, à voix haute,



● Zimbabwe

Les légitimes exigences du Front patriotique

La conférence de Malte s'est terminée mercredi ; elle a réuni les dirigeants du Front patriotique, R. Mugabe et J. Nkomo et le représentant britannique, Owen et son homologue américain, Young. A la suite des négociations, le Front patriotique a annoncé que les deux parties s'étaient mises d'accord pour la formation d'un conseil qui exercerait le pouvoir pendant la période de transition précédant l'indépendance.

Les Britanniques ont accepté cette proposition, ont-ils déclaré, mais restent encore à régler le problème de la composition et du rôle de ce conseil. Le Front patriotique, qui représente les intérêts légitimes du peuple du Zimbabwe, réclame la majorité à ce conseil avec quatre représentants sur six alors que les Britanniques espèrent les voir minoritaires en proposant que le Front patriotique ait quatre membres

mais sur un total de onze membres. Le Front patriotique souhaite également que le conseil ait également un pouvoir exécutif et non seulement législatif comme le conçoivent les représentants de la Grande-Bretagne.

Autre problème qui reste entier, à la suite des discussions, celui de l'armée.

Le Front réclame la dissolution des forces armées rhodésiennes et des forces de police qui répriment le peuple. Les Britanniques proposent, quant à eux, une fusion des unités noires des forces de l'armée rhodésienne actuelle avec celles des nationalistes et le maintien des forces de police.

Quant au rôle que pourraient jouer les Nations Unies, le Front est hostile à la présence de troupes étrangères sur leur territoire.

Voilà où en sont les négociations qui devront reprendre plus tard mais aucune date n'est encore prévue.

leur prétention à régenter le monde. Mais ils se dévoient ainsi un peu mieux pour ce qu'ils sont : des tyrans avides de pillage et de domination. Les peuples qui ont expérimenté leurs manœuvres et leurs ambitions ne se laissent pas intimider.

C'est ainsi que le journal égyptien « Al Akhbar » réplique vertement à « La Pravda » :

« C'est la première fois que "La Pravda" a écrit dans un langage peu voilé sur l'influence soviétique au Moyen-Orient, usant des termes qui font penser à la diplomatie du 19e siècle

basée sur un objectif défini : celui de diviser le monde en sphères d'influence dans l'intérêt des principales grandes puissances.

« Nous devons rappeler aussi à "La Pravda" que l'histoire est créée par les nations, non pas par les caprices, préjugés et intérêts des dirigeants du Kremlin, qui négligent aujourd'hui qu'il y a des nations et États souverains, les seuls qualifiés pour adopter leur propre politique, décider de leur propre destin et écrire leur propre histoire, indépendamment de ceux qui sont au pouvoir, à Moscou ».

● Indonésie

Plusieurs centaines d'étudiants indonésiens de l'Institut de technologie de Bandung situé à l'est de Java, ont occupé les locaux de l'institut et décrété une grève de cours pour manifester leur solidarité avec les 158 étudiants arrêtés dans le pays au cours des derniers jours.

Le ministre de l'Éducation a annoncé qu'il avait ordonné au recteur de cet institut de 8 000 étudiants de faire évacuer les locaux avant samedi, jour des ins-

criptions de la nouvelle année scolaire. Ainsi, le gouvernement devra une nouvelle fois employer la force contre tous ceux qui s'opposent au régime fasciste de Suharto car il est évident que les étudiants qui occupent ne sont pas près de quitter les locaux. Ce même représentant du gouvernement fasciste a fait savoir que quatre étudiants ont été arrêtés récemment pour leurs activités anti-gouvernementales.

union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

**ELLE EST POURRIE
LA SOCIÉTÉ BOURGEOISE !**

- Giscard-Barre, c'est le chômage, la misère
- Mitterrand, il veut gérer la crise
- Chirac menace les travailleurs
- Marchais veut imposer un capitalisme d'État

NON A TOUS LES POLITICIENS BOURGEOIS



**POUR AVANCER VERS LE SOCIALISME
POUR PRÉPARER LES LUTTES DE DEMAIN**

RASSEMBLONS-NOUS

dans

L'UNION

OUVRIÈRE ET PAYSANNE

POUR LA

DEMOCRATIE PROLETARIENNE

Soutenons ses candidats !

EDITORIAL

**Travailleurs,
Travailleuses,**

Le 12 mars, nous sommes appelés à voter. Comme il y a cinq ans, on nous demande de désigner ceux qui iront siéger à l'Assemblée nationale. Mais pour y faire quoi ? De toutes façons une fois élus, ils n'ont aucun compte à rendre sur les promesses qu'ils ont faites : ils peuvent pendant cinq ans faire ce que bon leur semble, leurs électeurs n'ont plus leur mot à dire !

De toutes façons, depuis la fin de la guerre, tous les partis de droite et de gauche, ont participé à un moment où à un autre, à la coalition victorieuse des élections, et donc au gouvernement, sans que le capitalisme ne s'en porte plus mal, sans que les travailleurs en fin de compte, n'aient vu leur sort amélioré, au contraire.

A droite,

Giscard-Barre essaient, une fois encore, d'appâter les travailleurs. Giscard parle de « bon choix », Barre va jusqu'à se réclamer du socialisme ! Ces gens-là étalent leur cynisme sans la moindre gêne :

— eux qui privent d'emploi un million six cent mille travailleurs.

— eux qui condamnent six millions de salariés à suivre avec moins de 2 000 F par mois.

— eux qui interdisent aux femmes, aux jeunes, aux travailleurs immigrés d'être membres à part entière de cette société.

Ils viennent nous dire : « Votez pour nous, faites-nous confiance, vous verrez votre sort s'améliorer ! ». Comme s'ils ne gouvernaient pas depuis 20 ans sans

interruption, et n'avaient pas mille fois prouvé qu'ils ne savent qu'une chose : aggraver les conditions de vie des travailleurs. Chirac de son côté est plus cynique encore : au delà des élections, il prépare déjà l'avenir. En rassemblant dans le RPR tout ce qui compte de plus réactionnaire et de plus conservateur, Chirac cherche à mettre sur pied une véritable machine de guerre contre les mouvements populaires de demain.

Et à gauche ?

Pendant près de cinq ans, Marchais et Mitterrand rabachaient d'une même voix que la solution à toutes nos difficultés, c'était la prochaine victoire électorale des partis de gauche, unis autour du Programme commun ! Au nom de cela, au nom de cette victoire qu'il ne fallait pas compromettre, nos luttes ont été isolées, dispersées, dévoyées dans des inefficaces journées d'action à répétition, par branche, par secteur.

Résultat : le plan Barre est passé, l'austérité s'est installée dans tous les foyers, avec son cortège de drames et de misère.

Ah elle est belle l'Union de la gauche qu'on nous présentait comme la garantie de la satisfaction de nos revendications ! Aujourd'hui, cassée, elle apparaît bien pour ce qu'elle est, ce qu'elle a toujours été : un vulgaire pacte électoral chargé de satisfaire les ambitions rivales et partisans des directions du PS et du PC.

(suite page 4)

Du nouveau dans notre paysage politique

Que signifie donc l'apparition sur la scène politique de notre Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne ?

S'agit-il de ces « unions » dans lesquelles s'entredéchirent sous nos yeux quelques clans bourgeois candidats à la gestion du capitalisme ?

Ou bien est-ce la naissance éphémère de quelque groupuscule construit le temps d'une bataille pour obscurcir ce qui s'éclaire et jouer les rabatteurs pour quelque parti bourgeois trop discrédité ?

Ni l'un ni l'autre.

Notre union n'a rien à voir avec la

bourgeoisie. Elle est entièrement et totalement anti-capitaliste. Son existence témoigne du développement de deux facteurs importants pour l'avenir de la Révolution dans notre pays :

— D'une part se manifeste avec force la volonté d'unité de notre peuple pour abattre le capitalisme, en même temps que se renforce sa défiance à l'égard des partis bourgeois de droite et de gauche.

— D'autre part, le PCR ml et le PCMLF ont pris ensemble l'initiative d'appeler à la constitution d'un large front contre la bourgeoisie de droite et de gauche, et décidé de mener de manière commune la bataille politique des législatives de 78, en

soutenant les candidats de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne.

Ces deux facteurs ne sont nullement passagers, ils sont au contraire appelés à se développer : ils sont l'inéluctable conséquence du système capitaliste pourri qui engendre lui-même ce qui le conduira à sa perte.

Et de fait, face à l'éventail des programmes tous plus mystificateurs les uns que les autres et qui tous visent au maintien du capitalisme, celui de notre Union est le seul qui ouvre la perspective stratégique d'en finir avec lui.

A nos lecteurs

Le PCR ml et le PCMLF ont fait savoir qu'ils soutenaient les candidats de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne, et que leurs militants s'engageaient activement à ses côtés.

Le Comité d'initiative national de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne a demandé au *Quotidien du Peuple* et à l'*Humanité Rouge* de bien vouloir lui ouvrir leurs colonnes pour populariser son action, faire connaître largement son point de vue et soutenir ses candidats.

Chaque semaine, dans le numéro daté du samedi (en vente à Paris le vendredi après-midi), le *Quotidien du Peuple* et l'*Humanité Rouge* publieront simultanément des pages prises en mains par l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne.

AVEC LE PEUPLE DANS LA LUTTE POUR LA LUTTE

Voici une première liste susceptible de compléments et modifications.

- BAS-RHIN 2e
Frédéric KOSMAN, ouvrier-métallurgiste
Philippe PERDU, ouvrier électromécanicien
- BAS-RHIN 3e
Christian REISSER employé PTT
Michel KARLE, employé
- HAUT RHIN 4e
Gérard DENEUX, ouvrier métallurgiste
Michel ALBRECHT, technicien
- PUY DE DOME
Jean-Michel PALJKOVICK, ouvrier métallo
JP SOZZEDE, employé PTT
- GIRONDE 1re
Bruno BORTHURY, ouvrier aliment.
Michel FERRIERE employé
- PYRÉNÉES ATLANTIQUES 4e
ACANA M., travailleur de la santé
Victor PACHON, instituteur
- COTES-DU-NORD 2c
Loïc Le CORRE, enseignant
Sylvie ROBIN, ouvrière en chômage
- COTES-DU-NORD 4c
Corre MILIOT, aide-soignant
JC. PERON, enseignant
- FINISTERE 2e
Fernand MOYSAN, ouvrier métallo
Didier TAULOIS, infirmier
- ILE-ET-VILAINE 1re
J. Marc LAFOREST, chômeur (manut)
René MONIER, enseignant
- ILE-ET-VILAINE 2e
Jean-Gabriel LE CAM, ouvrier métallo
Gabriel NAVENNEC, monteur élect. EDF
- HAUTE-VIENNE 3e
Christian HUBERT, ouvrier-métallurgiste

- Francis JUCHEREAU, employé
- HAUTE-VIENNE 2e
Emmanuel RAULIN, employé
Danielle PLAISANT, institutrice
- MORBIHAN 5e
Romain LE GAL, ouvrier municipal
Jean DAVID, infirmier
- SAONE ET LOIRE 4e
Charles BENOIT, mineur
Patrick BOUGREAU, instituteur
- SAONE ET LOIRE 5e
Camille PERRET, employée
Roger CHALVET, ouvrier ancien résist.
- YONNE 2e
Alain THOMAS, instituteur
J. Michel THENADEY, ouvrier
- MARNE 1re
Michel GIGERICHE, ouvrier métallo
Paule MUSARD, éducatrice
- MARNE 3e
JL BLANCHEMANCHE, enseignant
Gilbert ÉVRARD, ouvrier
- DOUBS 1re
Jacques ROY, employé PTT chômage
Jeanne BESANÇON, employée

- MEURTHE ET MOSELLE 1re
M. Thérèse LEBLANC, ouvrière du livre
Dominique MORLOT, maître auxiliaire
- MOSELLE 4e
GREGOIRE M., employé Usinor.
Guy FERRIER, enseignant
- MOSELLE 6e
Pierre BRUNE, enseignant
Joseph WILHELM, retraité mineur
- HAUTE GARONNE 4e
Cécile DESACHY, ouvrière
Claude MATHUSI, enseignant
- GERS 2e
Daniel DESBARRAT, employé
Bernard PELEFYLE
- NORD 2e
Philippe RENAHY, libraire
Michèle CALONNE enseignante

- NORD 7e
Gabrielle GUILLERMAIN, ouvrière textile
J. Maurice BOUDEULLE, animateur
- NORD 8e
Rzdzyzlaw WYCHOWANOK, ouvrier
Carole DAVID, enseignante
- NORD 11e
Laurent GRISEL, ouvrier
Michel DUHAMEL, employé
- PAS DE CALAIS 5e
Henri COPPIN, ouvrier Usinor
HERMANN Catherine, enseignante
- PAS DE CALAIS 12e
Jacques LACAZE, médecin
Martine BARROSSO, enseignante
- PAS DE CALAIS 13e
Michèle TAIMONT, enseignante
César GUILLERMAIN, employé PTT
- CALVADOS 3e
Gérard COUPEY, ouvrier métallo
Richard FARABI, agent hospitalier
- ORNE 2e
Henri AUCLAIR, ouvrier électricien

La révolution socialiste détruira le vieil appareil d'Etat bourgeois et engagera l'édification d'une société nouvelle. Le pouvoir, loin d'être détenu par une minorité placée au-dessus des masses pour les dominer, comme cela se passe aujourd'hui, sera au contraire celui de la classe ouvrière.

Dans le socialisme, la classe ouvrière assure la direction, non seulement des usines, mais de la société toute entière.

- C'est bien cette société socialiste qui peut assurer le plein emploi, organiser l'ensemble de la production pour satisfaire les besoins du peuple, éliminer l'exploitation et la misère.

- C'est bien cette société socialiste qui peut rompre avec le vieux monde bourgeois dont elle est issue, liquidant progressivement les séquelles de la vieille société capitaliste,

réduisant les différences de classe.

- C'est bien cette société socialiste qui peut assurer une véritable indépendance du pays, rompre tout lien de dépendance vis-à-vis des superpuissances, liquider tout rapport colonialiste ou néo-colonialiste et d'oppression des peuples, soutenir les luttes révolutionnaires dans le monde et développer l'amitié entre les peuples. C'est bien cette société que Marx et Lénine ont défini comme la dictature du prolétariat, c'est la démocratie prolétarienne.

Développons nos luttes, construisons l'autonomie ouvrière par rapport aux partis bourgeois de droite et de gauche.

Préparons l'avènement du socialisme dans notre pays.

Extrait de l'appel du Comité d'initiative national de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne.

- Joël BELHER, ouvrier
- ALPES MARITIMES 3e
Joël CRISTOFARI, instituteur
Serge TRICOIRE, enseignant
- BOUCHES DU RHONE 4e
Henri MANDRILLE, ouvrier
- GARAIX
BOUCHE DU RHONE 6e
Yves VANDRAMME, employé PTT.
JP. AIMARD, ouvrier
- BOUCHES DU RHONE 10e
Richard AGUADO, ouvrier métallurgiste
JF. DUVERDIER, cheminot
- BOUCHES DU RHONE 11e
Jacques GOURC, ouvrier garagiste
Serge VILLERO, ouvrier bâtiment
- VAUCLUSE 3e
Pierre JOLY, paysan
Jacques LIOP, employé
- RHONE 1re
Claude DELORME, ouvrier métallo
- BORDAZ, ouvriers

- AIN 1re
J. Pierre COTTON, enseignant
Gérard JACQUET, paysan
- AIN 2e
Jean Claude GIORIA, ouvrier plastique
Jacky ARPINO, cariste
- SAVOIE 3e
J. Claude GRANJON, ouvrier
Pierre GALLET, cheminot
- LOIRE 1re
Jacques FAUBERT, ouvrier
Michelle ROCHER, infirmière
- LOIRE 5e
J. Louis DUPUY, ouvrier métallo
Serge GOUACHE, ouvrier
- ISERE 1re
René BALDACCI, employé
GALLET, infirmière
- PARIS 2e
Roland MÉRIEUX, ouvrier EGF
BIGER, employé PTT
- PARIS 10e
Patrick PICHOT, ouvrier
MENVIELLE JP, employé PTT
- PARIS 12e
Gilbert REY, agent hospitalier
Monique DENTAL, secrétaire
- PARIS 13e
Daniel JAUNAS, employé PTT
Dominique GAUBET, enseignante
- PARIS 16e
Sylvain DUVERNE, employé
LEFEVRE, manutentionnaire
- PARIS 25e
J. Hugues RENAHY, enseignant
Daniel ROPARS, employé PTT
- PARIS 27e
Claude LEBRUN, ouvrier métallo
Dzislav NOWAK, employé PTT
- PARIS 28e
André DRUESNE, ouvrier métallo
Mireille VALET, enseignante
- PARIS 29e
Pierre BAUBY, technicien EDF
JP BRESSAND, enseignant
- PARIS 30e
Colette CROHEM, employée
Paul GAY, journaliste
- PARIS 31e
Simone DOUZIL, journaliste
M.A. AMBARD, ouvrière imprimerie
- SEINE ET MARNE 1re
Luc LANDRIN, ouvrier garagiste
Gisele MARTINE, employée éducat nat
- SEINE ET MARNE 2e
Patrick BAUDOUIN, ouvrier chimie
Robert GOURHANT, enseignant
- ESSONNE 1re
Jacques LÉVY, ouvrier métallo
Isabelle MILLERAND, employée comm
- ESSONNE 2e
Thierry BÉRICHVILI, ouvrier métallo
Gilbert RAINIERIE, employé PTT
- VAL DE MARNE 1re
Joël PERRET, ouvrier
Nicolas VALLET, enseignant
- VAL DE MARNE 3e
René RODRIGUEZ, enseignant
AFANAISIEV, assistante sociale
- VAL DE MARNE 4e
Patrice ROLLET, agent hospitalier
Jean MONFRAIX, ouvrier d'imprimerie
- HAUTS DE SEINE 1e
J. Louis RABOUTET, ouvrier métallo
Daniel PLANTET, ouvrier métallo
- HAUTS DE SEINE 4e
Guy PRAXELLE, technicien chimiste
Philippe GRIGNON, ouvrier alimentaire
- HAUTS DE SEINE 7e
Bernard FREVAQUE, employé
Georges DEVION, employé



- André PRETA, ouvrier métallurgiste
- LOIRE ATLANTIQUE 2e
Dominique JAUNAS, cheminot
Jeannette PELLETIER, ouvrière métal
- LOIRE ATLANTIQUE 3e
Michel KERVAREC, dessinateur
Denis PLAISANT, employé PTT
- MAINE ET LOIRE 2e
Michel METIVIER, cheminot
Benoit DEPIERRE, employé PTT
- MAINE ET LOIRE 4e
Bernard PLISSON, ouvrier maçon
Serge AUDOUIN, ouvrier laiterie
- OISE 1re
Georges HILLAIRE, ouvrier
Mauricette ANTHEAUME, ouvrière
- SOMME 1re
Jean DEPECKER, enseignant
René CARRÉ, ouvrier
- SOMME 4e
J. Pierre PÉRARD, journaliste
Pierre BASSALE, ouvrier métallo
- SOMME 5e
Denise BOGAERT, employée PTT

- RHONE 3e
Pierre-Jean LUBIATO, maçon
Francis METREAUX, manutentionnaire
- RHONE 5e
Tanguy GENILLON, ouvrier métallo
Ghislaine PENEL, institutrice
- RHONE 6e
Camille REY, ouvrière
Philippe DHENNEZEL, chômeur
- RHONE 7e
Josette DELIGANT, ouvrière textile
Dominique CAZZOLA, maître-auxiliaire
- RHONE 10e
Bernard REY, employé
J. Michel REYNAUD, viticulteur
- RHONE 11e
Henri ABRIAL, ouvrier chimie
Maurice DUFFAUD, ouvrier
- RHONE 12e
André PERCHOUX, employé
Alain SAINT-LAGER, ouvrier
- RHONE 13e
Nathalie SCARAFIA, ouvrière chimie
J. Luc BOULANT, instituteur

AU COEUR DE LA CLASSE OUVRIERE

Face à l'exploitation capitaliste

Henri Auclair

Orne (2e circonscription)



Bien que le chômage l'oblige à travailler hors du département, Henri Auclair, 45 ans, est bien connu des travailleurs : il a été en effet un des membres élus du comité de lutte de Piron-Bretoncelles.

Militant PCF pendant 10 ans à Paris, il est écœuré par l'attitude qu'adopte le PCF en 1968 et le quitte. Début 70, il est licencié. Alors qu'il est secrétaire syndical et délégué titulaire CGT, les hommes du PCF utilisent tous les moyens pour l'écartier de ses fonctions : basse «revanche» des hommes du PCF.

Il vient se fixer dans le Perche et travailler chez Piron.

Militant révolutionnaire, il a eu un rôle marquant dans la lutte de Piron-Bretoncelles, qui a été une des luttes importantes de la classe ouvrière ces dernières années.

La lutte chez Piron (Bretoncelles-Orne)

Fin 74, Piron, patron dans le village de Bretoncelles, annonce la fermeture de son usine. Avec leur section CFDT, les 70 ouvriers décident de «licencier» leur patron et occupent, exigeant du travail sur place. Un comité de lutte est constitué, de nombreuses initiatives, prises en assem-

blées générales quotidiennes, permettent de populariser la lutte.

Des paysans, des ouvriers, des jeunes constituent des comités de soutien dans tout le département et à travers toute la Basse-Normandie.

Un absent remarqué : le PCF, qui préfère à l'époque prôner l'Union du peuple de France avec les petits et moyens patrons.

Au bout d'un an et demi de luttes, l'usine était reprise mais... à l'exception des animateurs du comité de lutte, «bête noire» du patronat local.

Depuis Bretoncelles, de nombreuses boîtes ont «bougé», contre les licenciements ou pour de meilleures conditions de travail, comme à la SFAR, la CIF, l'AREACEM ou à la cartonnerie de L'Aigle. A la SFAR, les ouvriers marocains sont entrés en lutte contre les mauvaises conditions de logement que leur imposait le patron.

Le 1^{er} décembre, un meeting appelé par les syndicats pour mobiliser contre la répression anti-syndicale a rassemblé deux cents personnes à Mortagne (4 000 habitants).

Oui, en trois ans, les choses ont bien changé dans le Perche et les sections syndicales se multiplient. Il est vrai qu'il y a fort à faire avec les salaires au SMIC, avec un patronat extrêmement répressif, avec des conditions de logement lamentables : sous prétexte du tourisme, on conserve de vieilles bâtisses sans aucun confort.

Au contraire des partis de gauche qui, au moment décisif de la lutte de Bretoncelles, ont refusé de la soutenir autrement qu'en paroles, l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne se construit dans le Perche avec ceux qui ont participé directement à la lutte, dans l'usine ou dans les comités de soutien. Une lutte qui a posé la nécessité de l'union des ouvriers et des paysans et qui a affirmé avec force la volonté de vivre et travailler au pays, dans ce Perche qui se vide de ses travailleurs.

Jean Louis RABOUTET



— Q : Jean-Louis, tu es candidat aux élections législatives à Gennevilliers-Villeneuve, tu es surtout connu comme dirigeant syndical aux Câbles de Lyon, mais quel est ton passé ?

R : J'ai 31 ans, je suis marié et j'ai deux enfants, j'habite Gennevilliers où ma femme est institutrice. Je suis d'une famille ouvrière de Bordeaux, mon père est cantonnier-auxiliaire, ma mère partageait son temps entre les cinq gosses, un petit champ et des ménages. A 18 ans, je « monte » à Paris pour faire une école de cinéma. C'est à Paris, en 1965, que j'ai eu les premiers contacts avec la Fédération des cercles marxistes-léninistes. En juin 1968, j'ai fait partie des 66 pigistes, reporters, cameramen licenciés de l'ORTF.

— Q : C'est en 1976 que tu rentres aux Câbles de Lyon. Quand deviens-tu responsable de la section CGT ?

R : C'est en 1973 : les dirigeants PCF de la section démissionnaient : pour

eux, il n'y avait pas de travail possible avec les immigrés ! Les actions se déclenchaient en dehors d'eux, il fallait qu'ils courent derrière les gars. On a essayé de construire un syndicat de classe : d'abord répondre aux besoins des gars, discuter sur les revendications avec le maximum de gars, discuter pour choisir les délégués, régler les contradictions, unir les travailleurs sur une base de classe.

— Q : La grève de huit semaines de 1975 n'était-elle pas la première grève ?

R : Non, à partir du moment où le syndicat se liait aux gars, il a pu lancer les initiatives qui correspondaient aux besoins et à la mobilisation sur la base d'une préparation patiente comme pour la grève des caristes entre les deux tours des élections présidentielles ou contre le contrôle médical où la lutte a duré deux ans. C'est le PCF, en liquidant la section CGT, qui a rendu le contrôle possible.

— Q : Comment s'est passée ton exclusion de la CGT ?

R : D'abord licenciement et exclusion sont intimement liés, tellement liés qu'au tribunal administratif qui confirmait mon licenciement décidé par Durafour, la direction a fait des citations des tracts distribués par les permanents CGT !

Pendant que la direction réussissait à me licencier, grâce au ministre du Travail, le PCF continuait ses attaques. Pour continuer le travail syndical, faire une section solide, les camarades m'ont fait embaucher comme plongeur au restaurant du CE. Alors les dirigeants du PCF m'ont exclu « moi et ceux qui me suivent ». Ils ont pris la responsabilité de réduire la section CGT à n'être que la copie conforme de la cellule du PCF ! Ils ont pris la responsabilité de laisser les mains libres au patron pour continuer les licenciements et faire d'autres mauvais coups.

— Et maintenant ?

R : Nous allons mené soigneusement le débat pour expliquer le pourquoi de l'exclusion, discuter ce qu'il fallait faire... Finalement, nous continuons notre section syndicale sous un autre sigle ; à la réunion de constitution, nous étions une soixantaine. Un succès, compte tenu de la situation dans l'usine, la répression, l'apparition d'une section FO, créée de toutes pièces par le patron en s'appuyant sur un élément lié à l'ambassade du Maroc.

— Q : Et les attaques du PCF continuent ?

R : Oui, sous deux formes : personnelles, « Raboutet, homme de main de la direction et du gouvernement », « payé par les patrons » et contre la section, visant à la mettre en difficulté au sein de la confédération.

Mais la grande majorité des travailleurs, nous accorde leur soutien, et cela malgré toutes les manipulations de la direction pour favoriser les élections et malgré toutes les calomnies du PCF.

— Q : Mais tu n'es pas seulement un dirigeant syndical ?

R : Non, à toutes les questions que se posent les travailleurs, des explications politiques sont nécessaires. Il faut développer les idées du socialisme, la préparation de la révolution prolétarienne, il faut expliquer le pourquoi des licenciements, des exclusions, quel genre d'« amis » des travailleurs sont les dirigeants révisionnistes.



Suite de l'éditorial

Pour Mitterrand, c'est clair, le Programme commun, ce n'était qu'une alliance électorale passagère, destinée à regonfler le Parti socialiste, et à le placer en position de force au gouvernement, pour y gérer la crise de la bourgeoisie, comme l'ont toujours fait depuis 50 ans et plus, les sociaux-démocrates.

Pour Marchais, le Programme commun, c'est autre chose : c'était le marche-pied nécessaire vers un projet plus vaste, vers le programme d'ensemble du PCF, dont ce dernier parle peu, mais qui est présent, sous-jacent dans toutes ses initiatives. Ce que veut Marchais, ce n'est pas le socialisme, il le dit lui-même, mais c'est toujours du capitalisme, mais un capitalisme d'Etat, où le secteur nationalisé jouerait un rôle déterminant, écrasant ; où le PCF installé à même dans l'appareil d'Etat du sommet jusqu'à la direction des entreprises, dispo-

serait de tous les leviers pour imposer aux travailleurs de produire, produire davantage pour l'Etat. Un tel capitalisme d'Etat existe déjà, dans les pays de l'Est. Bien sûr, Marchais dit que ce n'est pas ce qu'il veut pour la France, mais peut-on le croire alors que le système économique qu'il propose ressemble à s'y méprendre à celui en vigueur à l'Est ?

Non dans la querelle de l'Union de la gauche, ni le projet du PS, ni celui du PCF ne correspondent aux aspirations des travailleurs. Demain Marchais et Mitterrand, pour les besoins du succès électoral de la gauche, peuvent très bien se réconcilier, et annoncer que ça y est, l'Union de la gauche, c'est reparti. Mais tous les travailleurs ont bien vu qu'ils ne sont pas d'accord, qu'ils se disputent chacun sur leurs projets capitalistes, et se

moquent bien des travailleurs, de leurs revendications !

Non, ni à droite ni à gauche, les partis à la chasse de nos suffrages ne représentent nos intérêts. En elles-mêmes, ces élections ne changeront rien à notre sort. C'est de nous, de nos luttes, que viendra le véritable changement. C'est après les élections que la véritable bataille va commencer :

— contre le nouveau gouvernement, quel qu'il soit, qui voudra inévitablement nous faire payer la crise, il va falloir nous battre, engager la lutte.

— contre tous ceux qui voudront dévoyer ces luttes, les dénaturer, et les faire servir à leur projet partisan bourgeois, de capitalisme d'Etat, ou de capitalisme tout

court, il nous faudra nous battre, et forger l'autonomie de la riposte ouvrière.

— contre tous ceux qui nous diront que ce n'est pas le moment de penser au socialisme et qu'il faut aménager, transformer « démocratiquement » le capitalisme, il nous faudra affirmer nos aspirations révolutionnaires, et montrer que le socialisme de demain se forge dans nos luttes d'aujourd'hui.

C'est pour cela (pour préparer, dès maintenant, l'après mars 78) que l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne présente à ces élections environ 130 candidats et appelle les travailleurs à faire masse autour d'eux. Pour jeter les bases d'un vaste front :

— qui rassemble et fonde en une force unique les nombreuses aspirations à la lutte des travailleurs des villes et des campagnes,

— qui affirme clairement son autonomie par rapport aux manœuvres des différents partis de droite ou de gauche,

— qui soit capable de mettre en échec le projet d'instauration du capitalisme d'Etat du PCF, et les menaces fascisantes agitées par le RPR de Chirac,

— qui inscrive son action dans la perspective d'une France socialiste, débarrassée de tous les exploités.

Ce front il faut l'organiser, il faut qu'il commence dès maintenant à prendre corps, et c'est possible. C'est pour cela que l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne vous invite aux meetings qu'elle tiendra à Paris et en province.

L'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne vous appelle à soutenir son action et à rejoindre les comités qu'elle organise dans toute la France.



Faites-nous connaître vos initiatives !

A la suite de l'appel lancé par le Comité d'Initiative National de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la démocratie prolétarienne, des comités d'initiative locaux se mettent actuellement en place.

Nous nous proposons de publier dans ces pages le compte-rendu de l'activité de ces différents comités locaux, leur lutte contre les candidats bourgeois dans la campagne électorale, la manière dont dès aujourd'hui ils concentrent les aspirations de la classe ouvrière à l'autonomie par rapport aux partis de gauche.

Moyen d'échange et d'information, la publication de tels compte-rendus montrera de façon concrète comment l'UOPDP vit et se développe aujourd'hui.

Nous ouvrons également ces colonnes à tous ceux qui rejoignent l'UOPDP et qui, par leur témoignage vivant, concrétisent la volonté grandissante de s'organiser en une force unique, indépendante des partis de droite ou de gauche.

L'échange d'expériences et la large diffusion des activités des comités d'initiative deviendra ainsi un moyen politique de première importance dans la bataille que nous menons. Ecrivez-nous !

Communiqué

Suite à l'accord entre le PCMLF et le PCRM, un Comité d'initiative a été mis en place à Rennes le vendredi 27 février, il regroupe dès à présent une centaine de personnes.

Après avoir présenté les bases politiques de la campagne législative, les candidats de Rennes Nord et de Rennes Sud ont été présentés.

Rennes Nord :
Titulaire : Jean-Marc Lafort, 24 ans, manutentionnaire sans emploi.

Suppléant : René Monier, 30 ans, marié, 2 enfants, enseignant lycée technique.

Rennes Sud :
Titulaire : Jean-Gabriel Lecam, 24 ans, marié, un enfant, électricien d'équipement industriel travaillant à Citroën pour le compte d'une entreprise d'entretien.

Suppléant : Gabriel Navennec, 30 ans, marié, 2 enfants, monteur électricien EDF.

Trois commissions ont été mises en place :

- Propagande
- Technique
- Juridique et presse.

Ont également été mises en place des équipes chargées de la propagande sur la ville et la campagne.

La campagne sera dirigée par un collectif comprenant 5 membres plus les candidats et suppléants. Les équipes et commissions se sont mises au travail dans un esprit unitaire. Déjà des sympathisants des deux partis sont venus renforcer l'U.O.P.D.P. pour préparer cette campagne.

Une conférence de presse présentant le Comité et les candidats a été tenue le dimanche 29 janvier.

Soutenez financièrement les candidats de l'UOPDP

Une campagne électorale coûte chère. Qu'ils soient de droite ou de gauche, les candidats de la bourgeoisie n'ont aucun problème, ils bénéficient du soutien des banques et des trusts, ils bénéficient tous de sommes d'argent colossales.

Les candidats ouvriers et paysans, eux, ne peuvent compter que sur leurs propres forces. Leurs forces, ce sont tous ceux qui se reconnaissent dans les propositions de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne, tous ceux qui sont prêts, d'une manière ou d'une autre, à participer à ses côtés à la bataille politique qui s'engage.

Ouvriers, paysans, travailleurs : les candidats de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne défendent vos intérêts, ils sont vos candidats : soutenez-les ! Le soutien financier est aussi un soutien politique !

Envois à : Jean-Louis RABOUTET
N° 42 121 U.
Agence G.N. 874 du Crédit Lyonnais
Centre Commercial du «Luth»
92 230 Gennevilliers

Meetings régionaux

Le Comité d'initiative national de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne a décidé l'organisation de grands meetings régionaux pour soutenir les campagnes politiques des candidats qu'il présente aux élections législatives.

L'un de ces meetings aura lieu à Paris, le 26 février, dans la grande salle de la Mutualité, avec la participation de tous les candidats de la région parisienne.

Un autre aura lieu le samedi 4 mars à Lyon, au Palais des Congrès. A l'heure où nous mettons sous presse ce présent numéro, nous ne sommes pas en mesure d'indiquer la date des autres meetings régionaux. Ceux-ci se tiendront à Rennes, à Marseille, à Bordeaux et à Lille. Nous publierons prochainement le programme détaillé de ces meetings, ainsi que leurs dates et heures précises.

Une première liste de comités locaux

Nous publions ci-après une première liste de comités d'initiatives locaux de l'UOPDP. Cette liste sera bien évidemment enrichie dans les semaines qui viennent. Dès samedi 4 février, de nombreuses réunions de création de comités locaux sont prévues dans différentes villes de France. Dans d'autres, des réunions préparatoires ont eu lieu, la plate-forme est largement discutée, et ces débats verront un premier aboutissement dans la création effective de comités locaux. Faites-nous connaître les réunions qui se tiennent partout à ce sujet, ainsi que les moyens de contacter les comités locaux.

Aubagne	Martigues
Bayonne	Mortagne
Caen	Mulhouse
Dunkerque	Nantes
Gennevilliers	Rennes
Lyon	Tonnerre
Malakoff	Vitrolles

Commandez votre matériel

En plus de ces quatre pages publiées simultanément par *Le Quotidien du Peuple* et *L'Humanité Rouge*, le Comité d'initiative national de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne dispose déjà d'un certain matériel de propagande et de discussion. L'appel du Comité d'initiative national a été tiré déjà à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires. Il est la plate-forme politique de l'Union, et doit être très largement diffusé aux travailleurs pour engager le débat politique indispensable. Sont également disponibles une affiche faisant connaître les grands thèmes politiques de l'action de l'Union, et un tract national d'appel aux meetings qui doivent se tenir dans les semaines à venir.

Pour prendre contact avec le Comité d'initiative national de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne ou pour passer commande de matériel, écrire au local du comité :

3 rue Jean Robert, Paris 18^e (M^o Max Dormoy).
Tél : 607.23.75

Par ailleurs, des permanences ont lieu tous les mercredis de 18 à 20 heures, et le samedi de 15 à 17 heures.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

Les déclarations de Peyrefitte sur la violence

ou Réformes... répression ?

Selon le sinistre Peyrefitte, Garde des Sceaux, la « sécurité » serait la préoccupation principale des Français, avant même le chômage et le coût de la vie. Peyrefitte qui prétend définir les préoccupations des travailleurs, en fait se fait le porte-parole de la bourgeoisie, des patrons et de leurs préoccupations.

Car le chômage et la vie chère sont bien, et de loin, les difficultés majeures des travailleurs. La « sécurité », quant à elle, est mise en avant par la bourgeoisie pour intensifier la répression et accroître les forces de l'ordre.

Le fait que ce soit le Garde des Sceaux, et non le ministre de l'Intérieur, qui agite le spectre du terrorisme et du crime est déjà significatif de la démagogie qui anime le gouvernement et Giscard.

De telles déclarations venant de Bonnet auraient passé plus ouvertement comme un renforcement de la répression. Peyrefitte, avec son « auréole » d'écrivain, d'humaniste, d'académicien, et qui n'est pas, lui, le premier flic de France, peut se livrer plus facilement à des déclarations démagogiques. Son rôle de ministre de la Justice, lui aussi, est plus facile à utiliser dans ce sens que celui du ministre de l'Intérieur.

Les réformes-bidons, que Peyrefitte met en avant, sont en quelque sorte l'arbre avec lequel le pouvoir veut cacher la forêt. L'arbre, ce sont les propositions, telles que l'humanisation de la ville et du cadre de vie : plus question de promouvoir des villes de plus de 300 000 habitants (alors que les villes nouvelles, par exemple, se développent sous l'impulsion directe du pouvoir), l'humanisation de l'école qui doit être ouverte sur la vie, c'est sans doute la réforme Haby qui met en place une ségrégation scolaire renforcée.

Peyrefitte parle de rapprocher l'emploi de la population et non l'inverse, alors que Barre, lui, appelle les travailleurs à aller chercher

le travail où il se trouve. Il est aussi question de davantage de loisirs, de plus de stades, alors que l'austérité a ses effets aussi sur les loisirs.

Peyrefitte veut moins de violence à la télévision et au cinéma, alors que le pouvoir est le premier à étaler la violence presque tous les jours à la télévision et à la radio. Le moindre assassinat est projeté sur le devant de la scène par tous les moyens d'information dont il dispose.

La forêt, c'est en fait la répression accrue, des peines plus sévères, l'augmentation des forces répressives de la bourgeoisie.

Voilà le but du gouvernement que Peyrefitte essaye de faire passer au second plan et qu'il veut faire avaliser par la population.

Le PCF, lui, ne manque pas de critiquer les déclarations de Peyrefitte pour proposer au fond la même chose. Lui aussi veut davantage de policiers en prétendant leur donner une autre mission : « Veiller à la sécurité des personnes et des biens... », en ajoutant en plus par rapport à Peyrefitte l'efficacité « ... et pas seulement à l'occasion de démonstrations plus spectaculaires qu'efficaces ».

Tous les partis bourgeois, au fond, disent de manière différente la même chose : il faut renforcer la répression.

Contrairement à ce qui a été annoncé plusieurs fois par erreur, notre adresse est :
L'Humanité rouge BP 61
75861 Paris Cedex 18
et le numéro de notre CCP est
30226 72 D

Le franc en baisse

(Suite de la page une).

sur les marchés monétaires. L'affaiblissement continu du dollar qui a connu trois chutes successives en 1977, en est la cause principale.

A cause de cela, l'année dernière, le Canada, l'Australie, la Finlande, l'Islande, l'Espagne, le Portugal, la Turquie, le Brésil, l'Inde... ont dévalué leur monnaie.

Les difficultés du franc sont un reflet des contradictions aiguës et de la ri-

valité complexe entre les USA, le Japon et les pays de l'Europe occidentale. Entre eux, la guerre monétaire et commerciale s'intensifie. La crise du système capitaliste se développe à un échelon mondial. Un gouvernement de gauche en France, gérant les intérêts des monopoles dans notre pays, sur le dos des travailleurs, n'y changera rien.

Chez les écologistes

L'union !

Tous les oiseaux de mauvais augure, tous les spécialistes de la main tendue et du coup de poignard dans le dos en sont pour leurs frais : les écologistes iront unis aux élections, unis sur la base de leur refus de tout désistement.

C'est mardi et mercredi que s'est réuni nationalement pour la dernière fois avant les élections le « Collectif écologie 78 » qui re-

candidate écologiste ne se désistara, mais encore, selon l'accord réaffirmé cette semaine, aucun d'entre eux ne laissera entendre de préfé-

espèrent obtenir 5 à 7 % des voix en province, 10 % environ en banlieue parisienne et 12 % environ à Paris.

Quant au texte d'accord, il souligne que pour le second tour : « Les candidats du collectif Écologie-78 et les formations qui le soutiennent » s'engagent formellement à ne rien dire ou faire qui, sous une forme ou sous une autre, puisse, de près

ou de loin, favoriser une autre formation, traditionnelle ou non ».

Comme on le voit, il s'agit d'un accord très précis d'un texte très clair, qui marque une avancée du mouvement écologiste dans son ensemble, une avancée dans son refus politique de cautionner aussi bien la gauche (et l'extrême-gauche) que la droite.



Le mouvement écologiste : un vaste mouvement populaire, indépendant des partis de droite et de gauche. Notre photo, Naussac, le 7 août 1977.

groupe tous les mouvements écologistes pour cette campagne électorale.

Des querelles avaient marqué la préparation de cette dernière réunion. Les « Amis de la terre », ceux de Paris surtout, proches du Front autogestionnaire créé par le PSU pour ces élections, ont pris pour cible les militants de « SOS Environnement ». « SOS Environnement », est en effet une des organisations écologistes qui refuse le plus fermement tout désistement, pour quelque parti que ce soit.

Brice Lalonde et ses Amis de la terre auraient de loin préféré une politique de désistement à gauche au second tour et d'alliance au premier tour avec le Front autogestionnaire du PSU. Ils en seront pour leurs frais. Delarue, président de « SOS Environnement », a même souligné lors de la conférence de presse qui a suivi la réunion, qu'un pas nouveau avait été fait : le mouvement écologiste ne donnera pas de consigne de vote au second tour, « ce qui va plus loin que le simple accord sur le non-désistement », a-t-il précisé.

Ainsi, entre les deux tours, non seulement aucun

rence pour quelque candidat que ce soit.

On se souvient peut-être que lors des élections municipales, sans donner clairement de consigne de vote à gauche au second tour, plusieurs candidats écologistes avaient laissé entendre leurs préférences par des déclarations du genre : « On ne peut pas mettre sur le même plan la gauche et la droite ».

Selon les accords acceptés par tous les écologistes, de tels problèmes ne devraient plus se poser cette fois-ci. Mais les candidats et les militants écologistes qui veulent vraiment l'indépendance par rapport aux partis de gauche comme de droite, devront rester vigilants. Les politiciens du PSU ou de son Front autogestionnaire n'ont pas désarmé, ils tenteront encore par mille manœuvres d'amener les écologistes dans les bras de la gauche.

Toujours est-il qu'à ce jour, les politiciens de gauche en sont pour leurs frais. Il n'y aura qu'une seule liste de candidats écologistes, sous le nom d'Écologie-78. Elle comporte aujourd'hui 150 candidats. Elle devrait en comporter 200 d'ici peu de temps. Les candidats écologistes

Marchais : « Pourquoi chercher des histoires à Giscard ? »

Rocard, secrétaire national du PS, vient de déclarer jeudi qu'il serait parfaitement possible pour la gauche de gouverner avec Giscard d'Estaing à l'Élysée. « Cela ne dépend que de lui », a-t-il dit.

C'est une confirmation qui est devenue quotidienne : la gauche envisage de gouverner avec Giscard : « Nous entendons gouverner dans le cadre de la constitution » a précisé Rocard.

Edgar Faure, radical (de droite) a tenu le même langage le même jour : il estime qu'en cas de victoire de la gauche, un conflit institutionnel entre le président de la République et la majorité serait « possible », mais que rien ne prouve qu'il serait « insoluble ».

C'est exactement le langage qu'a tenu Marchais à la télé, mercredi, au cours de l'émission « L'événement » : « Si la gauche triomphe, le président de la République appelle un premier ministre

Celui-ci forme un gouvernement avec des ministres socialistes, communistes et aussi radicaux de gauche, et nous commençons à travailler à la mise en œuvre du Programme commun de la gauche ».

Marchais ne se sent d'ailleurs pas gêné du tout par la présence de Giscard à la tête de l'État : « Le président de la République a dit aux Françaises et aux Français "il ne faut pas vous tromper, si la gauche l'emporte, le Programme commun sera appliqué". Pourquoi lui chercher des histoires ? ». Eh oui ! Marchais, pourquoi chercher des histoires à ce brave Giscard ? Il est président de la République, qu'il le reste ! C'est l'homme des grandes banques, de Rothschild à Paribas, qu'importe ! C'est l'homme de Dassault, Bousac, Empain, Michelin, Citroën, mais surtout qu'il reste...

Dans notre édition datée du mardi 14 février, nous publierons la résolution « Sur la politique nucléaire de la bourgeoisie » adoptée au 3ème congrès du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF).



PROCES ET NOUVELLES EXPULSIONS CONTRE LES HABITANTS DU MARAIS

Le quartier populaire du Marais dans les 3e et 4e arrondissements de Paris est en proie depuis 15 ans à la spéculation immobilière. En 1974-75, trois cents familles devaient être expulsées d'un coup conformément au projet Maeght dans l'îlot François Miron. Huit ans auparavant, de 1967 à 1975, 1 200 personnes avaient quitté l'îlot Saint-Paul suite aux menaces et pressions exercées sur elles. L'an passé des logements vides de l'îlot Saint-Paul étaient occupés. L'expulsion des deux familles avait lieu en août dernier.

Mardi soir, l'intercomité a tenu une conférence de presse sur la situation actuelle. Plusieurs comités d'habitants étaient présents, rue Quincampoix, quai de l'Hôtel de Ville, rue des Écouffes, rue Sainte-Croix de la Bretonnerie, rue du Pont Louis Philippe, rue François Miron, rue du Grenier Saint-Lazare, etc. Les

habitants ont réaffirmé leur volonté de rester dans leur quartier, dans leurs logements. Certains sont là depuis plus de 40, voire de 50 ans. Une dame disait qu'elle avait 71 ans, qu'elle avait été à la maternelle rue François Miron et qu'elle tenait à rester dans le quartier.

Après avoir eu affaire

aux requins de la promotion que sont la RIVP, Maeght et autres, les habitants se trouvent maintenant confrontés aux HLM de la Ville de Paris.

Ces derniers ont demandé à rencontrer les comités afin de tenter d'avoir leur accord sur des opérations qu'ils entendent mener dans l'îlot François Miron-Jouy-Fourcy. Avec les HLM, plus de lettres d'huissier, plus de démarcheurs, mais la concertation... concertation à sens unique d'ailleurs. Les HLM ne parlent plus de taudis, mais ils veulent rénover en fonction de normes aberrantes par rapport aux besoins réels des locataires.

Les HLM prétendent ef-

fectuer une rénovation profonde des logements alors que les habitants qui ont entretenu ces logements durant des années avec leur propre argent savent qu'une rénovation légère qui n'exige pas même leur déménagement temporaire suffit.

Ils rejettent donc les propositions de relogement dans le quartier et la rénovation lourde que veulent effectuer les HLM. Ils entendent rester dans leurs logements et imposer les travaux qu'ils estiment nécessaires et suffisants.

La concertation de façade amorcée par les HLM ne trompe personne d'autant plus qu'au même moment, la RIVP (Régie immobilière de la Ville de Paris) après avoir obtenu l'an dernier l'expulsion de cinq fa-

milles qui s'étaient installées dans des logements vides, a assigné devant la justice les cinq familles et trois membres de l'intercomité.

La RIVP leur réclame 85 millions d'anciens francs. Elle prétend que c'est là le montant du manque à gagner causé par le retard des travaux provoqué par l'occupation des logements l'an dernier. Ainsi, la RIVP veut casser la lutte par ce moyen. Le conflit se durcit donc mais la lutte aussi.

L'expulsion de la famille Saada (voir encadré ci-contre) témoigne lui aussi avec le procès de la volonté des promoteurs et des HLM (qui en est aussi un), de mettre au pas les habitants du Marais et de mener jusqu'au bout la spéculation.



Manifestation dans le Marais.

La famille Saada vivait dans un logement de huit mètres carrés. Elle était inscrite depuis dix ans au fichier des mal-logés et attendait donc un logement décent.

Avec l'aide de l'intercomité, elle décida d'occuper des logements vides du quartier, 82, rue François Miron.

Le 4 janvier 1977, le tribunal des référés ordonna l'expulsion. La Ville de Paris à la suite d'une entrevue avec un représentant des Domaines, reconnaissait la légitimité de l'occupation. Au mois d'avril 1977, la Ville de Paris proposait à Yolande Saada un logement dans un HLM de transit dans le 13e arrondissement. Auparavant, elle lui avait promis un logement au centre du Paris. Yolande Saada refusa de quitter son quartier.

Depuis un an, la famille Saada paie régulièrement le loyer, entretient son logement et a pu conquérir une vie de famille équilibrée.

Le 16 janvier 1978, la Ville de Paris la menace de nouveau d'expulsion.

« En menaçant la famille Saada, c'est la volonté de lutte des habitants du Marais qu'on veut briser ». Sa détermination a été en effet un exemple et un ferment pour la résistance aux expulsions.

• Hôpital Corentin Celton

Ouverture de la crèche de garde

Le personnel des dortoirs, de médecine et de chirurgie de garde vient d'obtenir satisfaction, après huit mois de lutte ; il demandait que les mères de garde (15 h-23 h), puissent mettre leurs enfants à la crèche de l'hôpital jusqu'à 23 h.

La direction a joué le pourrissement du mouvement, trouvant naturellement dans les dirigeants CGT de fidèles alliés ; mais elle a perdu.

Le personnel, lui, a triplement gagné : d'abord l'ouverture de la crèche jusqu'à 23 h, ensuite l'extension de sa section CFDT à la médecine et à la chirurgie de garde, enfin l'embauche de personnel de crèche.

En juin 1977, la représentante CFDT demandait au comité d'hygiène et de sécurité l'ouverture de la crèche jusqu'à 23 h ; on lui répondit qu'il fallait au moins cinq candidatures.

Mi-juillet : une note demandant aux mères de poser leur candidature fut affichée ; elle resta là jusqu'à la mi-août (en pleine période de vacances, donc !).

une seule candidature était arrivée à ce moment. La chef du personnel se frotta les mains : « Je le savais bien ! » et enleva la note. L'affaire était close, pour elle.

Une seule candidature alors que le personnel est essentiellement féminin, cela nous paraissait bizarre. Dans les dortoirs de garde, l'unité du personnel,

organisé dans sa section CFDT, s'approfondissait de jour en jour ; nous avions mené ensemble plusieurs luttes ; mais nous sentions que nous ne pouvions plus rien obtenir en restant seules : il fallait s'ouvrir.

Nous avions une certaine crainte des autres services : on avait répandu tellement de calomnies sur notre compte ! Et puis, nous pensions que les autres services de garde étaient des bastions CGT (la surveillante de médecine était aussi, il y a peu, déléguée CGT). Pourtant, il fallait s'ouvrir impérativement.

Profitant du passage dans nos services des élèves aides-soignantes, nous avons mené l'enquête sur la médecine et la chirurgie ; nous avons appris ainsi que la crèche de garde intéressait plusieurs femmes de ces services. Nous y avons fait alors plusieurs tours où nous

avons été très bien accueillies ; à la mi-septembre, dix mères avaient envoyé leurs candidatures au bureau du personnel.

La panique s'installa au bureau qui commença à jouer la montre, convoquant les mères individuellement, disant qu'elles devaient changer d'horaire, qu'il n'y avait pas de candidatures, que la crèche n'ouvrirait jamais ; la puéricultrice mis son grain de sel de « spécialiste » essayant de culpabiliser les mères (réveiller un enfant à 23 h !).

Fin octobre, la crèche n'était toujours pas ouverte.

Prises à la gorge, avec la rentrée scolaire (période à laquelle on organise son année, cherche une nourrice, etc.), les mères allaient céder au chantage ? Une seule ne put vraiment pas faire autrement et changea d'horaire. Les autres, gardant confiance,

s'arrangèrent avec un frère ou une voisine pour garder l'enfant, une amena même son enfant dans le service à plusieurs reprises pour le garder. La confiance des mères venait du fait qu'on était plusieurs, alors que, jusque là, chacune se débrouillait dans son coin pour résoudre ses problèmes de mère.

On alla toutes ensemble à la direction qui ne céda pas.

Novembre, décembre passèrent. De nouveaux bébés naquirent, de nouvelles candidatures arrivèrent. La section CFDT faisait le lien entre les mères en arrêt-maternité et les mères au travail ; tout le monde tenait le coup ; personne ne changea d'horaire.

Alors, on décida pour mars 1978 que les mères amèneraient leurs enfants à la crèche à 15 h et les laisseraient jusqu'à 23 h ; deux mères quitteraient leur service pour garder la crèche. TOUTES les mères étaient d'accord.

La direction, sentant qu'elle serait obligée de céder sous la pression (alors qu'elle n'a qu'une obsession : ne rien céder à la CFDT de peur qu'elle ne se développe), afficha, en douce, le 13 janvier, une note disant que la crèche ouvrait jusqu'à 23 h à partir du 13 février et cédant la gratuité de garde.

Nous avons gagné !

AMIS LECTEURS AIDEZ-NOUS
ACHETEZ TOUJOURS
L'HUMANITÉ ROUGE
DANS LE MEME KIOSQUE